

PL@NÈTE VERTE INFOS

L'Afrique pour une planète verte

Éditeur: Association Camerounaise pour les Énergies Renouvelables

Directeur de Publication : Gérard NTCHOUABIA



2500^{FCFA}

Magazine Panafricain d'informations sur les énergies renouvelables, l'écologie, l'environnement, l'eau, le développement et habitat durable

Entretien avec ...

Irene Wabiwa Bekoto,
Interim project leader for the Congo
Basin, Greenpeace Africa

A l'occasion de la célébration du cinquantenaire de Greenpeace, elle revient sur les success stories et les défis de l'ONG en Afrique et au Cameroun à lire de la page 18 à 19



ÉNERGIES RENOUVELABLES :

Le Syndicat des énergies renouvelables de France (SER) a organisé le 7 octobre dernier son 22ème colloque annuel sous le haut patronage Président de la République Française.

Revivez en images les temps fort de ce colloque de la page 4 à 6



JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT 2021

Le Cameroun, retenu comme pays organisateur de cette journée par ONU-Habitat, a célébré la 35ème édition de la journée internationale de l'habitat ce 04 octobre 2021.

Les séquences de cette journée à lire de la page 20 à 23



Sous le haut patronage du Ministre de l'Eau et de l'Énergie
L'ASSOCIATION CAMEROUNAISE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ACER) ORGANISE
EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION INTERNATIONALE INTER-PROGRESS
LA 2^{ème} EDITION DU SALON INTERNATIONAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES
AU PALAIS DES CONGRES DE YAOUNDE, CAMEROUN

- Du 19 au 27 Février 2022
exposition au pavillon des Énergies Renouvelables
- 24 au 25 Février 2022 :
Conférence débat EnR
- 25 Février 2022 :
Cérémonie des awards EnR

Pour toutes informations, appelez le
(+237) 699 85 91 86,
(+33) 66 93 26 615
Email : contact@acer-enr.com

Les énergies renouvelables au cœur de la transition énergétique au Cameroun





Par M. Gérard NTCHOUABIA

Président de l'Association Camerounaise
pour les Énergies Renouvelables
Directeur de Publication du magazine

« PLANÈTE VERTE INFOS »

Vice Président du Comité Technique CT19,
Energies Nouvelles et Renouvelables de
l'ANOR Cameroun

L'Afrique a besoin des financements actuels et futurs pour accélérer la transition énergétique à travers des solutions énergétiques plus propres, ce qui sera la conséquence profonde d'une réduction des émis-

Pour accélérer la transition énergétique, l'Afrique a besoin plus de financements

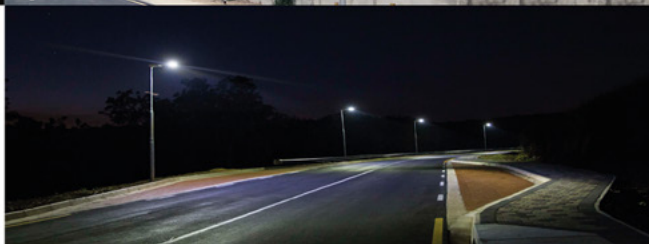
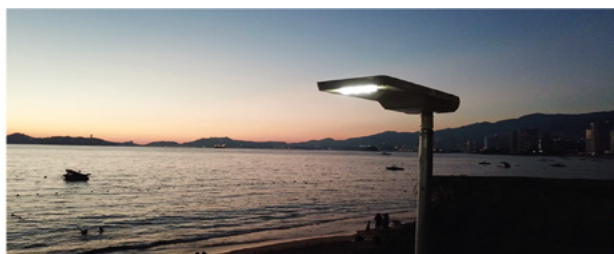
sions de carbone, En effet, la transition énergétique vers un réseau électrique net carbone sera soutenue par ce que M. Chido Munyati (Responsable Afrique du WEF) appelle les « 3D », à savoir Décarbonation, Décentralisation et Numérisation

- La décarbonation permettra au continent de passer des sources de combustibles fossiles aux énergies renouvelables ;
- La Décentralisation est le passage d'une gestion centralisée de la production, de la transmission et de la distribution à des systèmes décentralisés ;
- La Numérisation : elle suggère de tirer parti de la technologie numérique pour faire avancer la Transition énergétique.

Alors, il faut affirmer avec force que

le financement sera le plus grand obstacle pour assurer la transition énergétique durable de L'Afrique vers les énergies renouvelables à grand échelle, bien que, de nombreuses solutions de financement existent, celles-ci seront destinées à ceux qui seront capables de créer un environnement favorable au secteur privé par le biais d'une facilité d'investissement dans les énergies renouvelables.

Actuellement, la moitié du continent africain n'a pas accès à une électricité fiable. Et avec l'augmentation de la demande en énergie, le déficit pourrait être comblé par des alternatives d'énergies propres finançables par les fonds africains, les fonds mondiaux sur le climat, les subventions ... ce qui pourra accroître indubitablement l'accélération de la Transition énergétique vers un avenir net zéro carbone.



Brightening Life

Votre partenaire spécialisé dans l'éclairage public solaire

Page 2 : Editorial du Directeur de Publication

Page 3 : SOMMAIRE

Page 4 - 6 : EVÉNEMENT

22ème colloque annuel du Syndicat des énergies renouvelables de France (SER)

Page 7 - 8 : LA GÉOTHERMIE

La géothermie, une énergie d'avenir

Page 9 - 10: Repenser les Réglementations Minières Environnementales en Afrique

Page 11 - 12 : Evaluation de l'opérationnalisation du développement durable en Afrique : l'ONU lance le premier portail régional en ligne.

Page 13: L'Allemagne investit €125 millions supplémentaires dans le fonds CAFI

Page 14-16: Synthèse du rapport AR6 du GIEC publié le 09 Aout 2021

Page 17 : Croissance verte en Côte d'Ivoire

Dessolutions pour l'introduire dans les programmes de développement

Page 18 - 19 : ENTRETIEN AVEC ...

Irene Wabiwa Bekoto,

Interim project leader for the Congo Basin, Greenpeace Africa

Elle s'exprime sur les 50 ans de Greenpeace et la défense des droits des communautés qu'apporte son organisation

Page 20 - 21 : Journée mondiale de l'Habitat

Page 22 - 23: CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'HABITAT AU CAMEROUN

Le Cameroun célèbre la 35e édition de la journée internationale de l'habitat

Page 24 : Exploitation minière illicite par les entreprises chinoises : la pollution des rivières expose les populations de Mwenga à un danger permanent

Page 25 : COP 26 : Tshisekedi promet la contribution effective de la RDC pour la lutte contre le changement climatique

Page 26 - 27 : WACA ResIP: les acteurs de la société civile impliqués

Page 28 - 31 : ACTU'ENR AFRIQUE

- Egypte : la capacité d'énergie renouvelable pourrait atteindre 13,7 GW d'ici 2030
- Afrique du Sud : Eskom lance un programme d'énergie renouvelable en faveur des entreprises
- Energies renouvelables : le Gabon veut adopter une fiscalité verte
- Niger : lancement de l'appel d'offres pour la construction de la centrale solaire de Gourou Banda (50 MW)
- Maroc : GE Renewable Energy ajoutera 200 MW au parc éolien d'Aftissat
- NOA et Winch Energy démarrent les travaux de construction de 49 miniréseaux en Ouganda et en Sierre Leone

Page 18 - 19 : Entretien avec ...

Irene Wabiwa Bekoto,

Interim project leader for the Congo Basin, Greenpeace Africa



PLONÈTE VERTE INFOS

EDITEUR

ASSOCIATION CAMEROUNAISE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ACER)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Gérard NTCHOUABIA

DIRECTEUR DES RÉDACTIONS

Cédric Junior NYAMSI CLOUTHE

COMITÉ DE RÉDACTION

Ulrich Patrick YOUNBI FOGAING, Rédacteur

NDEUFE HENOCK, Rédacteur

Djamiou ABOUDOU, Correspondant au Togo

Nita Sidnoma BELEMSOBO, Correspondante au Nigeria et Burkina Faso

Aissata KOUYATE, Correspondante en Côte d'Ivoire

Marie Paule KOFFI YAHA,

Correspondante en Côte d'Ivoire

Megan Valère SOSSOU, Correspondant au Bénin

Vanel Reisch ATTIPO,

Correspondant au Congo – Brazzaville

Hendrick MBOUMBA, Correspondant au Gabon

Nathalie DEMBASUKA KATALAY, Correspondante en République Démocratique du Congo

GRAPHISME ET DESIGNER

Roderick Bochukeh MFONFU

RÉGIE PUBLICITAIRE

CAMEROUN: Minboman, Yaoundé (Cameroun), BP: 12620

Email : contact@acer-enr.com

Tél : (237) 699 85 91 86

FRANCE : Maison des associations au 6 avenue Jules Guesde 93240 Stains, Paris

Email : acer.enr2014@yahoo.com

Tél : (33) 66 93 26 615

contact@acer-enr.com / www.acer-enr.com

Récépissé de déclaration N°00000055/RDDJ/JO6/BASC du 21 Novembre 2014 de la Préfecture du MFOUNDI (Yaoundé) - Cameroun

22ème colloque annuel du Syndicat des énergies renouvelables de France (SER)

Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République

22^{ème}
COLLOQUE
du ser

Maison de
l'UNESCO
Jeudi 07
OCTOBRE 2021

Avec une relance verte,
**REDONNONS DU SENS
AU PROGRÈS**

#ColloqueSER

ORGANISÉ PAR :



Depuis sa première édition en 1999, le Colloque annuel du Syndicat des énergies renouvelables s'empare de sujets stratégiques pour l'ensemble des filières EnR et les met en débat. La crise sanitaire nous ayant contraints à reporter ce rendez-vous majeur des énergies renouvelables, traditionnellement programmé en début d'année, à l'automne, il s'est tenu le jeudi 7 octobre 2021 à la Maison de l'UNESCO à Paris.

Intitulée « Avec une relance verte, redonnons du sens au progrès », et placée sous le Haut patronage du Président de la République Française, la 22^{ème} édition du colloque du SER s'est déroulé dans un contexte très spécifique, lié à la sortie de la crise sanitaire, à la relance de l'économie, aux engagements européens en matière de climat et quelques mois avant l'élection présidentielle, à l'orée d'un quinquennat décisif pour la transition énergétique.

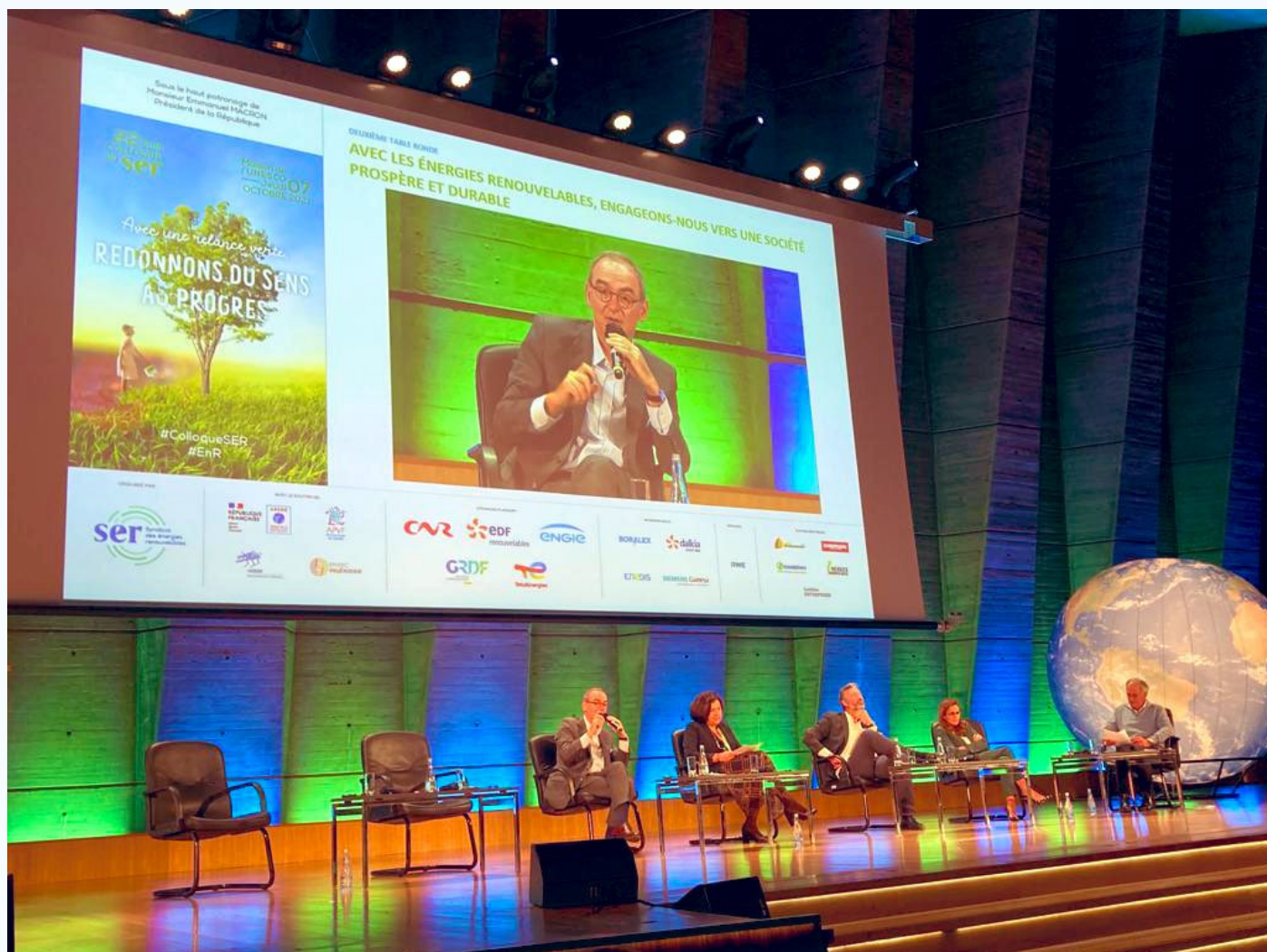
Ce colloque s'est articulé autour de trois tables rondes et regards croisés :

- Un coup d'accélérateur mondial pour répondre à l'enjeu climatique
- Avec les énergies renouvelables, engageons-nous vers une société prospère et durable
- Avec les territoires, redonnons du sens au progrès social

Cette grande messe sur les énergies renouvelables a connu la présence des grands acteurs du secteur énergétique français et mondial.



Le 22ème colloque du SER en quelques images

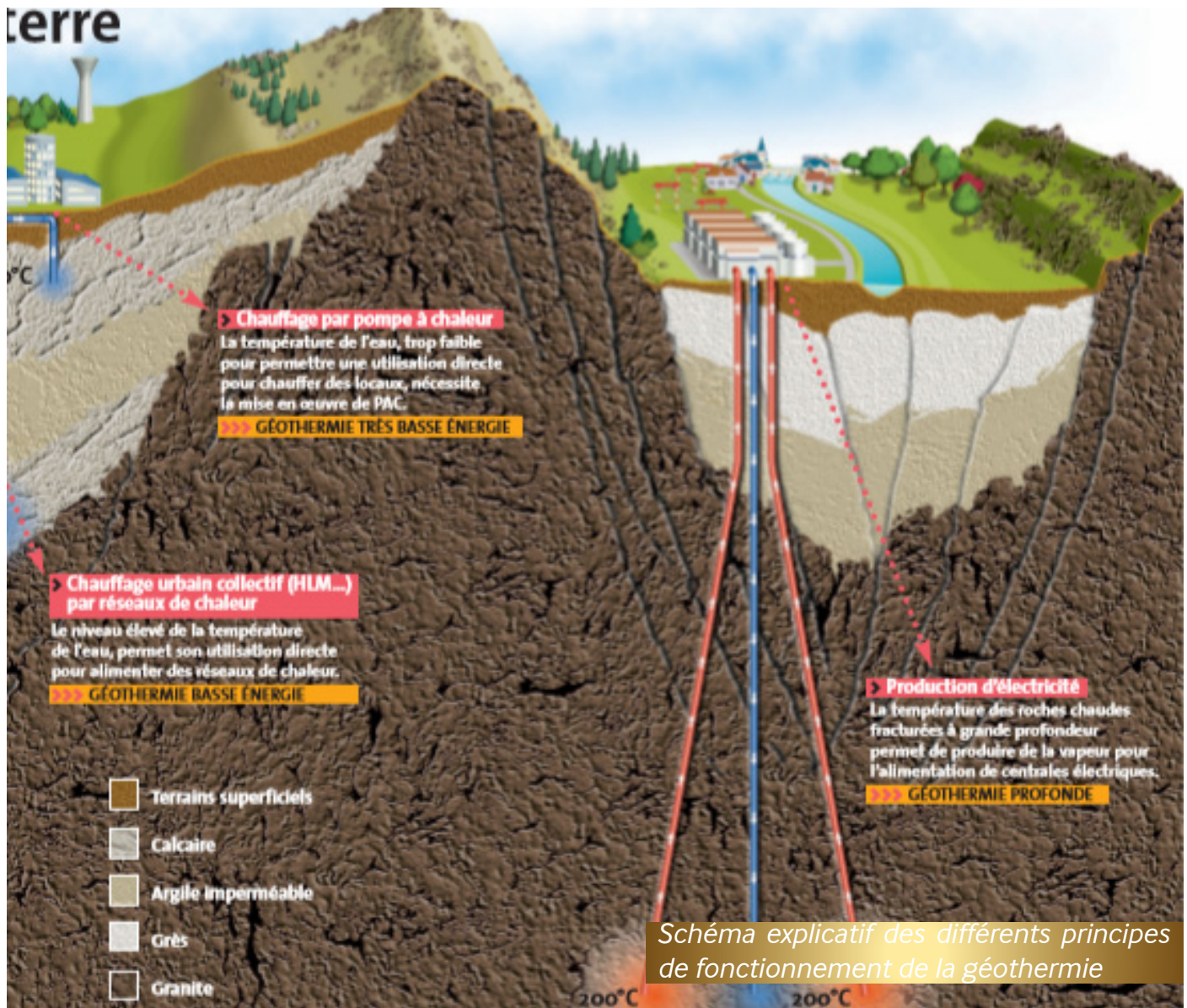




Le 22ème colloque du SER en quelques images



La géothermie, une énergie d'avenir



L'épuisement des énergies fossiles, la nécessité de lutter contre l'effet de serre, un meilleur respect de l'environnement et finalement l'intégration du concept de développement durable dans les politiques publiques... ont placé les énergies renouvelables au cœur d'un enjeu fondamental pour l'avenir.

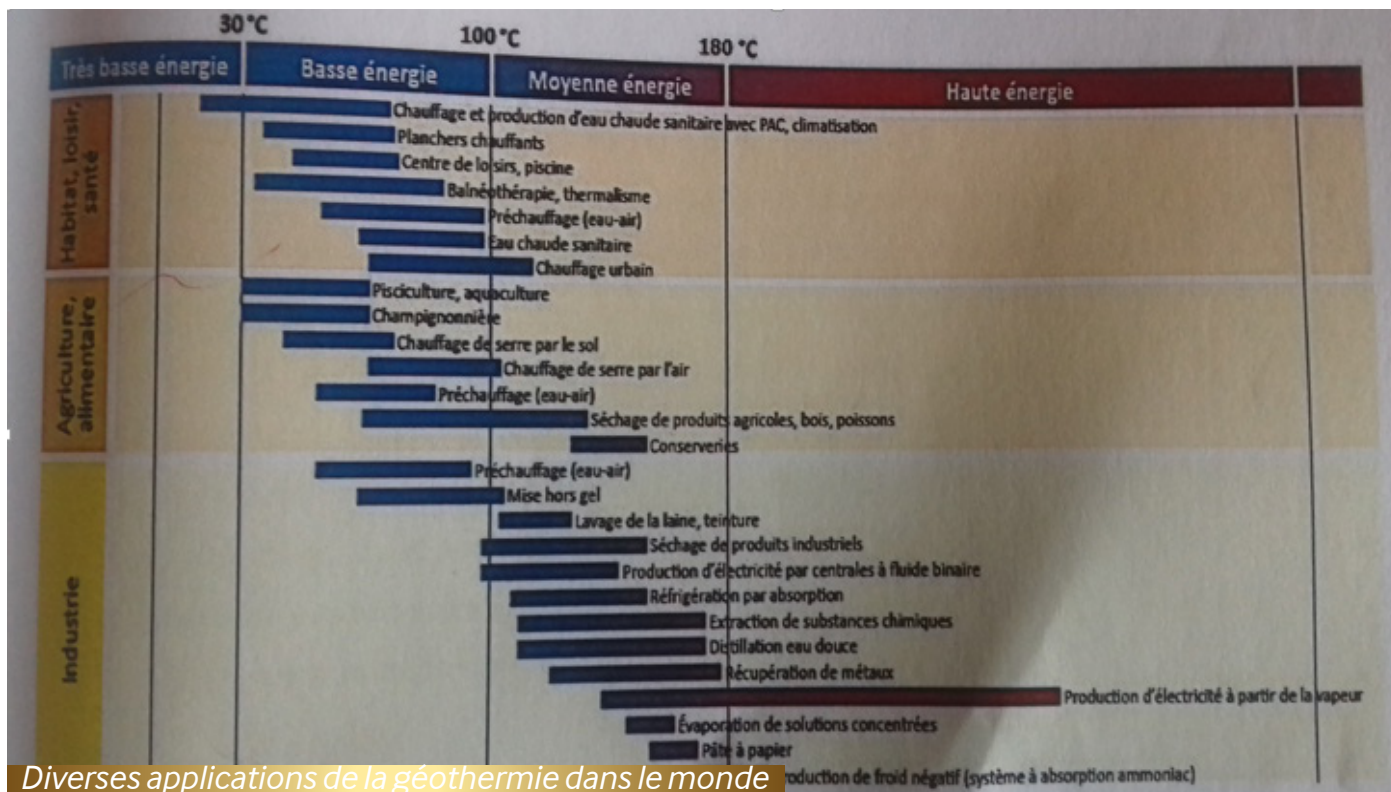
prévisible Mais si l'éolien et le solaire ont acquis leur légitimité, la géothermie demeure largement méconnue et inexploitée. La chaleur de la terre est pourtant la seule source d'énergie qui s'adresse aux deux grandes filières énergétiques, la production de chaleur et d'électricité. Inépuisable, elle offre un taux

“
L'une des utilisations les plus simples et les plus répandues de la géothermie s'appuie sur les ressources géothermiques dites très basse énergie (températures inférieures à 30°C).
”

de disponibilité très supérieur à d'autres énergies renouvelables. Non-polluante, elle est économiquement viable et promise à l'être plus encore au fur et à mesure de son développement. Comme énoncé précédemment dans le récent numéro, nous parlerons des multiples usages de la Géothermie dans ce numéro.

TRES BASSE ENERGIE

L'une des utilisations les plus simples et les plus répandues de la géothermie s'appuie sur les res-



sources géothermiques dites très basse énergie (températures inférieures à 30°C). Via des pompes à chaleur (à compression ou absorption), on produit de la chaleur ou du froid, pour chauffer – ou climatiser – des habitations. Selon les besoins, ces pompes à chaleur peuvent être couplées à d'autres types de matériels utilisant des sources d'énergie différentes. La technologie des pompes à chaleur, outre les besoins en chauffage et climatisation, permet également de satisfaire des besoins en eau chaude sanitaire, notamment. La très basse énergie peut être utilisée pour le chauffage dans les fermes avicoles.

BASSE ENERGIE

En cas de températures comprises entre 30° et 100°C, on parle de géothermie basse énergie. Les ressources géothermales concernées sont exploitées pour

le chauffage urbain (réseaux de chaleur), le chauffage de serres, la pisciculture, le thermalisme, le chauffage de piscines.

MOYENNE ET HAUTE ENERGIE

La géothermie moyenne et haute énergie (températures jusqu'à 250°C) est utilisée pour la production d'électricité. En 2000, 49 TWh ont été produits dans le monde par cette filière, qui occupe ainsi le 3^e rang des sources d'énergies renouvelables derrière l'hydraulique et la biomasse, et connaît un développement régulier.

L'objectif de notre travail dans ce journal sera de nous faire comprendre que la géothermie est bien faisable en Afrique centrale et Afrique de l'ouest vu les potentialités géologiques que regorge l'Afrique et d'interpeller nos pouvoirs politiques à se pencher sur cette forme d'énergie qui n'est pas épuisable et d'atteindre l'émergence comme prévue dans les années à venir.

“

L'objectif de notre travail dans ce journal sera de nous faire comprendre que la géothermie est bien faisable en Afrique centrale et Afrique de l'ouest vu les potentialités géologiques que regorge l'Afrique et d'interpeller nos pouvoirs politiques à se pencher sur cette forme d'énergie qui n'est pas épuisable et d'atteindre l'émergence comme prévue dans les années à venir.

”

Hénock NDEUFE
Ingénieur en Mines et
géophysique



Burkina Faso

Repenser les Réglementations Minières Environnementales en Afrique



Les conflits liés à l'extraction des ressources sont monnaie courante en Afrique subsaharienne, où les mineurs artisanaux s'opposent violemment d'un côté aux multinationales minières, et de l'autre côté aux forces de sécurité de l'État qui les protègent. Les tentatives visant à résoudre le problème en imposant des systèmes et des réglementations environnementales occidentaux ne fonctionnent pas toujours.

Les conflits liés aux ressources dans les pays industrialisés ou du Global Nord ont toujours été considérés par la communauté internationale de l'environnement comme le résultat d'une gouvernance ou d'une réglementation environnementale inadéquate ou dysfonctionnelle. Ainsi, dès les années 1970, on a cherché à mettre en place en Afrique des systèmes locaux de « Gouvernance Verte » calqués sur le modèle Américain ou Européen. Cependant, rapidement il est apparu qu'il existait de grandes différences culturelles entre les sociétés occidentales et africaines.

Beaucoup d'érudits ont considéré et pensé qu'en comblant cette différence via un renforcement de capacité des responsables de la gouvernance nationale africaine pour qu'elles aient un sens dans un contexte local pourrait être une piste de solution. Au fil du temps, ces « responsables de la gouvernance locale africaine », très influencé par les systèmes occidentaux, sont venus à percevoir les systèmes occidentaux comme la bonne façon de gouverner les

ressources naturelles.

Conséquence, bon nombre de pays africains appliquèrent la réglementation environnementale

“ Ces problèmes sont difficiles à résoudre, car les règles exclusives ont tendance à profiter aux multinationales (qui sont en mesure de passer à travers ces processus beaucoup plus rapidement et plus facilement) ”

telle quelle sans tenir compte des difficultés auxquelles les locaux et autochtones pourraient faire face. À titre illustratif, il est de notoriété publique que les processus centralisés et

bureaucratiques (tels que le processus d'obtention d'un permis d'exploitation minière) sont trop difficiles pour les mineurs locaux



à petite échelle.

Ces problèmes sont difficiles à résoudre, car les règles exclusives ont tendance à profiter aux multinationales (qui sont en mesure de passer à travers ces processus beaucoup plus rapidement et plus facilement). Dès lors, on a le sentiment que le système est vraiment injuste et truqué contre les mineurs locaux. Ce sentiment que les règles sont trop difficiles à suivre conduit de nombreux orpailleurs locaux à contourner le système et à exploiter illégalement des mines

(sans licence appropriée). Lorsque cela se produit sur des sites où des multinationales opèrent déjà ou sont en activités, de violents conflits éclatent. Les orpailleurs locaux étant dans l'illégalité, il en va de la logique que les gouvernements soutiennent les multinationales.

Il est évident que la Gouvernance Verte en Afrique subsaharienne recèle des avantages (elle permet entre autres de sortir des personnes de la pauvreté tout en préservant dans une certaine me-

sure l'environnement). Cependant, il convient de réfléchir à la manière d'atténuer les impacts inégaux des règles vertes dans les contextes africains. Peut-être avons-nous besoin d'un système plus flexible qui tient compte des différences entre les multinationales et les acteurs artisanaux et à petite échelle ? Devons accorder plus d'incitations aux acteurs locaux tels que les orpailleurs ? Ou devons-nous juste interdire l'activité d'orpaillage bien que régler dans certains pays comme le Burkina Faso ? Quoiqu'il en soit et en l'état actuel des choses, il conviendrait que l'on reconnaisse les obstacles auxquels sont confrontés les différents acteurs locaux de même que les dangers qu'ils font face et avoir une conversation beaucoup plus inclusive sur les règles déjà établies.

Sidnoma Nita Belemsobgo

Correspondante Burkina/Nigeria





Evaluation de l'opérationnalisation du développement durable en Afrique : l'ONU lance le premier portail régional en ligne.

Mesurer et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique est devenu beaucoup plus facile lorsqu'un groupe d'entités régionales des Nations Unies a lancé le premier portail de données en ligne qui rassemble les données statistiques collectées dans tous les pays du continent.

Aujourd'hui, 17 entités régionales des Nations Unies, dans le cadre de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Afrique (PCR), ont dévoilé la Plateforme de données des Nations Unies pour l'Afrique au service du développement. Il s'agit de la première plate-forme à servir de référentiel à guichet unique qui capture des données et des preuves de haute qualité sur le Programme 2030 et les ODD de tous les pays africains. C'est aussi le premier du genre à rehausser le profil des progrès statistiques vers la vision de l'Union africaine – Agenda 2063.

« Alors qu'il ne reste plus que neuf ans pour atteindre les ODD, il est essentiel d'utiliser des données communes et harmonisées pour accélérer les progrès. Le lancement de cette nouvelle plateforme marque une étape



importante dans les actions en faveur de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Des données fiables et collectives permettront à tous les acteurs de prendre les meilleures mesures politiques possibles fondées sur des données probantes pour accélérer les ODD, renforcer la collaboration, éviter les doublons inutiles et s'assurer que nous pouvons combler les lacunes, ne laissant vraiment personne de côté », a déclaré, le 13 septembre 2021, la Sous-Secrétaire générale Ahunna Eziakonwa, Directrice du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement, qui est également Vice-Présidente du PCR africain, lors du lancement virtuel.

Le nouveau portail de données examine les 17 objectifs de dé-

veloppement durable et les décompose en 169 cibles et 231 indicateurs, permettant à chacun de suivre les progrès au niveau granulaire. Il est ouvert à tous les utilisateurs, y compris les décideurs, les planificateurs, les gestionnaires de programmes, les partenaires de développement, les organisations du secteur privé, les groupes de la société civile, les institutions universitaires, les chercheurs, les étudiants, les médias et bien d'autres.

Selon les statisticiens de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), parmi les 169 objectifs fixés dans les ODD, seulement 30% d'entre eux sont quantifiables. Pour le reste des cibles non quantifiables, la plateforme en ligne propose des valeurs cibles en utilisant une approche pragmatique et ambitieuse. Il identifie les pays en sus-



pens de la région et définit leur taux de variation moyen comme taux cible de la région.

Le nouveau moteur de recherche donne également aux utilisateurs la possibilité de classer les statistiques selon diverses dimensions, telles que les huit communautés économiques régionales reconnues par l'Union africaine, les pays les moins avancés, les pays en développement sans limites et les États producteurs de pétrole et riches en minéraux. En outre, il reconditionne les données par questions thématiques clés. Par exemple, les utilisateurs peuvent catégoriser les indicateurs des ODD par agriculture, énergie et santé, ce qui leur permet non seulement d'analyser les progrès spécifiques au niveau des pays, mais aussi d'examiner la convergence, les similitudes et les différences entre une variété de blocs et de sujets sous-régionaux.

S'appuyant sur l'infrastructure existante développée par la CEA, le portail de données de l'ONU pour l'Afrique consolide les sta-

tistiques des plates-formes et des outils technologiques disponibles dans les entités des Nations Unies. Sans réinventer la roue, le groupe régional de l'ONU, également connu sous le nom d'Opportunity/Issue-based Coalition (OIBC) 1, a mis au point une nouvelle façon d'apporter des données aux utilisateurs, renforçant l'approche « à l'échelle de l'ONU » pour fournir un espace commun où tout le monde peut facilement trouver des preuves critiques.

« L'objectif est de réduire la charge pesant sur les pays en termes de réponse aux besoins en données et d'éviter les demandes répétées de données de diverses organisations. Ce portail rassemble des données fragmentées des États membres en un seul endroit, et ces informations peuvent également être utilisées par les agences des Nations Unies et d'autres partenaires », a déclaré le Dr Bannet Ndyabangi, Directeur régional par intérim de l'Afrique orientale et australe de l'UNFPA et co-organisateur de l'OIBC 1.

Le portail de données devrait être

utilisé dans les rapports d'avancement sur les ODD et d'autres documents de développement durable. Il peut également être utilisé pour préparer des discours et des présentations à l'intention des hauts dirigeants des gouvernements et des institutions, ainsi que pour stimuler les conversations sur les politiques, par exemple, pour des examens nationaux volontaires et d'autres discussions politiques sur les programmes de développement durable, en particulier pour faciliter des analyses approfondies. Le portail peut également être cité par les médias, les instituts de recherche et d'autres organisations pour mener d'autres études.

La Plateforme de données pour le développement des Nations Unies pour l'Afrique est accessible via le lien suivant, qui affiche des fonctions de recherche et de navigation robustes pour accéder aux données pertinentes. <http://ecastats.uneca.org/africaundata>

ATTIPO Vanel Reisch,

Correspondant Planète Verte Infos en République du Congo – Brazzaville



République du Congo

L'Allemagne investit €125 millions supplémentaires dans le fonds CAFI

INITIATIVE
POUR LA
FORÊT DE
L'AFRIQUE
CENTRALE



L'Allemagne a annoncé aujourd'hui une nouvelle contribution à la protection de la deuxième plus grande forêt du monde en engageant €125 millions (environ 148 millions de dollars) dans le fonds de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI), ce qui en fait l'une des plus importantes participations.

Cette annonce a été faite le mercredi 8 septembre à Berlin lors du Symposium sur les forêts tropicales, à un moment où la nature et les forêts font l'objet d'une attention internationale soutenue avec le Congrès mondial de la nature de l'UICN à Marseille.

Le ministre allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) Gerd Müller a rappelé : *"Il est grand temps d'agir de manière concertée au niveau international : lors des prochaines COP à Kunming et Glasgow, la préservation des forêts tropicales doit être placée au centre de l'attention politique."*

"Les forêts sont d'importants puits de carbone et devraient recevoir une part équitable des fonds destinés au climat et à la

BMZ

Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

biodiversité. Nous devons trouver un accord équitable entre les pays forestiers tropicaux et la communauté internationale", a ajouté le ministre.

En augmentant de 148 millions de dollars sa contribution actuelle de 93 millions de dollars, l'Allemagne envoie un message fort en tant que présidente du Conseil CAFI. Lors des prochaines Conférences des Parties aux conventions sur le climat (COP 26) et sur la biodiversité (COP 15), l'Allemagne entend présenter et discuter la protection des forêts avec les principaux acteurs multi- et bilatéraux.

En tant que pays contributeur assurant en ce moment la présidence du fonds CAFI et la facilitation du Partenariat pour les forêts du bassin du Congo, l'Allemagne a souligné la nécessité de la participation de la société civile et de la restauration des écosystèmes forestiers.

L'Afrique centrale est l'une des dernières régions du monde à absorber plus de carbone qu'elle n'en émet. Sa forêt, la deuxième plus grande du monde, aspire chaque année près de 1,5 milliard de tonnes de CO₂ de l'atmosphère, soit 4 % des émissions mondiales.

La forêt tropicale d'Afrique centrale est soumise à une pression croissante. Si les tendances et les causes varient largement selon les contextes nationaux, les pertes de

forêts représentent plus de 6 millions d'hectares de forêt tropicale primaire depuis 2001, soit l'équivalent d'environ 6 millions de terrains de rugby, et la tendance s'accélère considérablement.

CAFI soutient six pays d'Afrique centrale dans des choix difficiles lorsqu'ils s'engagent dans des approches de développement vert et à faibles émissions tout en associant la croissance économique à la préservation des forêts et des ressources naturelles.

Abritant plus de 10 000 espèces végétales et animales, dont beaucoup sont endémiques, la forêt tropicale d'Afrique centrale est une source indispensable de nourriture, d'énergie, d'abri et de spiritualité dans une région où les indices de développement humain sont les plus bas et où le nombre de personnes en situation d'urgence d'aide alimentaire est le plus élevé au monde.

CAFI combine des investissements sur le terrain (28 programmes dans six pays partenaires) et un dialogue politique de haut niveau avec les dirigeants des pays concernés. Les ambassades allemandes dans la région se mobilisent pour mener à bien ce dialogue avec les autres partenaires du fonds, soit la Corée du Sud, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Union européenne.

ATTIPO Vanel Reisch,

Correspondant Planète Verte Infos en
République du Congo – Brazzaville



Synthèse du rapport AR6 du GIEC publié le 09 Aout 2021



GENÈVE, le 9 août – Les scientifiques observent l'évolution du climat dans toutes les régions de la planète et dans l'ensemble du système climatique, selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié. Nombre des changements relevés sont sans précédent depuis des milliers, voire des centaines de milliers d'années, et certains phénomènes déjà en cours – comme l'élévation continue du niveau de la mer – sont irréversibles sur des centaines ou des milliers d'années. Toutefois, des réductions fortes et soutenues des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'autres gaz à effet de serre limiteraient le changement climatique. Alors que la qualité de l'air en bénéficierait rapidement, la stabilisation des températures mondiales pourrait prendre 20 à 30 ans, selon le rapport du Groupe de travail I du GIEC intitulé Changement climatique 2021: les éléments scientifiques. Ce document a été approuvé vendredi par 195 gouvernements membres du GIEC à

l'issue d'une session d'approbation virtuelle de deux semaines amorcée le 26 juillet.

L'état actuel du climat

L'influence des êtres humains sur le réchauffement de l'atmosphère, des océans et des continents est sans équivoque. En émettant des gaz à effet de serre (GES), l'humanité a provoqué des changements rapides et étendus au niveau de l'atmosphère, de la cryosphère (glaces terrestres et marines), de la biosphère (les êtres vivants) et des océans.

De 1750 à 2019, les concentrations atmosphériques sont passées d'environ 280 à 410 ppm pour le CO₂, d'environ 800 à 1866 ppb pour le CH₄, et d'environ 270 à 332 ppb pour le N₂O. Bien que la concentration atmosphérique en CH₄ soit environ 220 fois plus faible que celle du CO₂, le CH₄ est responsable de plus d'un quart du réchauffement en raison de son pouvoir réchauffant plus fort. L'amplitude de ces variations pour le CO₂ et le CH₄ dépasse de loin celle des variations naturelles entre périodes glaciaires et

périodes interglaciaires au cours des 800 000 dernières années. La concentration actuelle en CO₂ est la plus haute depuis au moins 2 millions d'années.

Cette augmentation de la concentration en GES est à l'origine d'une accumulation importante d'énergie sous forme de chaleur à la surface du globe. Cette énergie se retrouve à 91% dans les océans, 5% sur les surfaces continentales, 3% dans les glaces (causant leur fonte), et 1% seulement dans l'atmosphère.

Pourtant, cette infime proportion (1%) de chaleur piégée dans l'atmosphère est la principale cause du réchauffement observé depuis 1850 : la température mondiale de surface sur la période 2011-2020 était 1.09°C plus chaude que celle sur la période 1850-1900, avec un réchauffement plus important sur les continents (+1.59°C) qu'au-dessus des océans (+0.88°C).

En perturbant le climat, l'humanité a également provoqué des changements dans la fréquence des événements météorologiques et climatiques extrêmes, globalement plus fréquents et plus intenses depuis 1950. C'est le cas des chaleurs extrêmes dont la fréquence a doublé depuis les années 1980, des fortes précipitations (en particulier pour le nord de l'Europe), des feux de forêt, des inondations ainsi que des ouragans. À cela s'ajoutent les sécheresses des sols dans certaines régions, en particulier le pourtour du bassin méditerranéen, le sud

THE SHIFTERS



et l'ouest de l'Afrique, et l'ouest de l'Amérique du Nord.

Les possibles climats futurs

Bien qu'elle puisse sembler anodine, une différence de 0,5°C de réchauffement planétaire a des conséquences majeures, surtout sur les événements extrêmes. Un pic de chaleur qui se produisait une fois tous les 50 ans il y a un siècle est déjà 5 fois plus fréquent actuellement, alors que la température planétaire n'a augmenté « que » d'1°C. Avec 1,5°C de réchauffement, il serait presque 9 fois plus fréquent, et près de 14 fois plus fréquent à +2°C, tandis qu'à +4°C, il arriverait presque tous les ans. Toute augmentation du réchauffement diminue également l'efficacité des puits de carbone naturels (océans, sols, végétation).

Même si nous arrivons à limiter l'augmentation de température à 1,5°C d'ici 2100, trois changements majeurs sont irréversibles à l'échelle d'une vie humaine : le réchauffement et l'acidification des océans, la fonte des glaciers et calottes polaires et la montée du niveau de la mer. Une réduction future des émissions de GES ne pourra que ralentir sans arrêter ces phénomènes, même

si les températures de surface n'augmentent plus. La raison en est que l'inertie des océans et des glaces terrestres est beaucoup plus grande que celle de l'atmosphère. Quoi que nous fassions, le réchauffement passé se fera donc sentir sur des siècles, voire des millénaires.

Dès 2050, le niveau de la mer devrait augmenter d'au moins 18 cm par rapport à la moyenne 1995-2014 quelles que soient les émissions de GES. D'ici 2100, on prévoit une augmentation de 38 cm dans les scénarios les plus optimistes et de 77 cm pour SSP5-8.5. Au-delà, ce niveau continuera à augmenter au fur et à mesure que l'océan profond se réchauffe et que les glaces terrestres fondent – de +0,6 à 1,4 m dès 2150 et +2-3 m durant les 2000 prochaines années, et ce pour un monde plus chaud de 1,5°C seulement.

Des augmentations encore plus brusques dans les prochaines décennies ne peuvent être exclues. Dans le pire cas, une élévation de 2 m pourrait être atteinte dès 2100, à la suite d'un effondrement partiel des calottes polaires – un événement certes très improbable mais pas impossible au vu de nos connaissances très imparfaites du comporte-

ment des calottes glaciaires dans un monde plus chaud.

Risques climatiques et adaptations régionales

L'urbanisation peut augmenter l'impact des précipitations en exacerbant la pluviométrie et le ruissellement local. La sévérité des canicules sera également amplifiée dans les villes. Pour les villes côtières, les inondations seront plus probables à cause du double phénomène de ruissellement et de submersion marine. Ce dernier phénomène sera aggravé par la poursuite de l'élévation du niveau de la mer et l'érosion des côtes. Les hauteurs extrêmes de la mer atteintes tous les cent ans par le passé pourraient se produire tous les ans d'ici 2100 dans plus de la moitié des sites évalués.

Tous ces changements peuvent être amplifiés ou atténués temporairement par d'autres phénomènes naturels comme les cycles solaires ou les éruptions volcaniques. Toutefois, il est certain que plus les émissions de GES augmentent, plus la probabilité que ces changements se produisent augmente. De la même façon, des phénomènes extrêmes d'intensité sans précédent apparaîtront en des lieux épargnés jusqu'à présent.

Limiter le changement climatique

Un des résultats majeurs de ce rapport est que la limitation du réchauffement à +1,5°C à horizon 2100 – le but affiché de l'Accord de Paris – est impossible sans une réduction majeure et immédiate des émissions de GES, suivie par l'élimination nette

de CO₂ atmosphérique. En particulier, cela implique d'arriver à la neutralité carbone (les émissions doivent être compensées par des captures de CO₂) peu après 2050. En effet, il y a une relation quasi-linéaire entre la quantité cumulée de GES dans l'atmosphère et le réchauffement climatique. Chaque 1000 Gt (Gigatonne = milliard de tonnes) de CO₂ supplémentaire augmente la température de surface mondiale moyenne d'environ 0.45°C. Limiter la hausse des températures implique donc de respecter un budget carbone strict.

Atteindre la neutralité carbone repose sur l'élimination du CO₂ de l'atmosphère, en utilisant des systèmes naturels (végétation,

sols, etc.) ou des procédés industriels pour le stocker. Déployées à une échelle suffisante, ces méthodes pourraient permettre de diminuer la concentration des GES dans l'atmosphère. Ceci réduirait le réchauffement et l'acidification des océans et améliorerait la qualité de l'eau. Pour autant, certains impacts dureront des siècles, voire des millénaires, comme la montée du niveau de la mer.

Le climat que les générations actuelles et futures vont connaître dépendra des émissions à venir. Leur réduction rapide limitera les changements. A l'inverse, continuer sur

notre lancée conduira à des bouleversements plus importants, plus rapides, qui affecteront progressivement toutes les régions du monde, et auxquels nos sociétés ne sont pas préparées. Certains changements dureront des siècles ou des millénaires : nos choix d'aujourd'hui auront des conséquences pendant très longtemps.

ATTIPO Vanel Reisch,
Correspondant Planète Verte
Infos en République du Congo
— Brazzaville

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE
L'ASSOCIATION CAMEROUNAISE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ACER) ORGANISE
EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION INTERNATIONALE INTER-PROGRESS
LA 2^{ÈME} ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES
AU PALAIS DES CONGRES DE YAOUNDE, CAMEROUN



- **Du 19 au 27 Février 2022**
exposition au pavillon des Énergies Renouvelables
- **24 au 25 Février 2022 :**
Conférence débat ENR
- **25 Février 2022 :**
Cérémonie des awards ENR

Pour toutes informations, appelez le
 (+237) 699 85 91 86,
 (+33) 66 93 26 615
 Email : contact@acer-enr.com

Les énergies renouvelables au coeur de la transition énergétique au Cameroun

Organisé par :



En partenariat avec :



Avec l'appui institutionnel de :



Avec le soutien de :



Alliance for Rural Electrification
Shining a Light for Progress



Côte d'Ivoire

Croissance verte en Côte d'Ivoire

Des solutions pour l'introduire dans les programmes de développement



La Côte d'Ivoire accorde une place de choix au changement climatique et ses implications dans le développement. Dans ce cadre, une session d'échanges sur la prise en compte des indicateurs de croissance verte dans les projets soumis à la Programmation des investissements publics (Pip) s'est tenue, mercredi, à l'hôtel Pullman au Plateau.

A l'ouverture des travaux, la Conseillère technique au ministère de l'Economie et des Finance, Kouadio Larissa a relevé l'importance de la croissance économique prenant en compte le respect de l'environnement. «Face à l'urgence des défis économiques et environnementaux les efforts déployés à l'échelle nationale et internationale s'intensifient depuis quelques années pour promouvoir une croissance économique respectueuse des exigences environnementales. Ce nouveau modèle de croissance vise à contribuer à accélérer

les progrès vers le développement durable et la réduction de la pauvreté. Moyennant notamment l'utilisation des ressources naturelles renouvelables et la valorisation des services écosystémiques», a-t-elle estimé.

Sur sa lancée, elle a insisté sur la mise en place de cadres d'actions nationaux en faveur de la croissance verte jouant un rôle particulièrement important. «Tel est l'enjeu de notre partenariat avec l'Institut mondial pour la croissance verte ou Global green growth institute (Gggi) et le partenariat pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national», a-t-elle confié.

Pour le représentant du Gggi, Malle Fofana, sa structure fonde beaucoup d'espoir sur l'engagement des principales parties prenantes à relever ce défi du «développement de la Côte d'Ivoire fondé sur un cadre cohérent pour une transition verte inclusive et durable.» selon lui, «aujourd'hui dans le monde il se dégage un consensus selon

lequel une approche de développement économique basée sur la croissance verte est non seulement souhaitable, mais essentielle.» Car, dira-t-il, «la croissance basée sur la production se heurte aux limites écologiques et il est impossible de la perpétuer dans une planète finie.» D'où, poursuivra Malle Fofana, au-delà des politiques et programmes, il est important voire indispensable d'intégrer tôt la réflexion des mécanismes de financement desdits projets et programmes. «Le financement classique perd du terrain au profit de la finance verte qui met l'accent sur les projets et programmes qui réduisent les gaz à effet de serre ou aide la société à s'adapter au changement climatique», a-t-il soutenu.

Légende : La Côte d'Ivoire se tourne vers la croissance verte.
Ph : Dr

KOFFI YAHA MARIE PAULE

Correspondant Planète Verte Infos en République de Côte d'Ivoire

"We stand for the right of the communities"



Irene Wabiwa Bekoto,
Interim project leader for the Congo Basin, Greenpeace Africa

What does Greenpeace do to prevent the population from those disasters which have occurred in the past with the eruption of Mount Cameroon in 2001?

As we know, Greenpeace is a non-governmental organization known globally. That means that we have a vision and a scope that guides our action. As an environmental organization, we work for the protection of forests and not only trees. When we talk about forests, it is not only trees but also about people living in those areas as well. The objective of Greenpeace in Cameroon is to protect forests for the environmental goods they provide and

for natives. Our fight is to stand by those local communities which depend on forests but which feel weak in front of the government. Natural disasters are not part of our work in Cameroon but we cannot stay quiet when this is happening. During the recent flood in Douala, we asked the government to build up specific measures that will help the population to be less affected by those disasters. When Cameroon continues to sell its forests for exploitation, one of the consequences are floods where people lose their homes, and sometimes members of their family. So it is time for the Cameroonians' government to take that problem seriously.

Today you celebrate Greenpeace 50th anniversary, what did you plan for this special day? Will you celebrate? What should the population wait for? And what are your projects for the future, especially for Cameroon?

It is difficult to list in few words what Greenpeace has achieved for the past fifty years but I can reassure you that we as an organization that works with local communities is very preoccupied by the well-being of Cameroon in its environmental plan. So, by this time when the climate crisis begins to affect Cameroon, Greenpeace will continue challenging the authorities whose actions permit the expansion of that climatic crisis (industries which pollute politicians who deal with these polluters) which put the future of humanity in danger. It is not acceptable that economic interests prevail over humanitarian and environmental interests. Our survival on earth depends on the quality of our environment and not of the amount of money we have. Greenpeace will always be by the side of the Cameroonian population and will act when needed. It is hard to say we are going to work in one field or another because our scope and our priority depend on the priorities of the communities which live in forests and of the economic challenges which impact on the environment.

Do you have the impression that your voice is heard by authorities?

It is hard to talk about itself but I am sure that Greenpeace is a credible voice that brings hope to all the communities and actors who feel weak and underestimate the power to impulse change.

What are your success stories, especially in Cameroon?

To the question of what is our highest pride, I can say that at the international level, we have a long list of success like the annulation of nuclear test in the isle of Hamshykia in 1971 in our beginnings, the London convention which forbidden throwing toxic waste in the oceans due

to the activism of Greenpeace, Human Rights Commission assigned in Filipina which permitted considering the big polluters as responsibilities of climate crisis and force them to pay for their actions.

Now in Africa, I can list the West Africa case where we have denounced an illegal peach in 2015 by Chinese enterprises with the aid of local authorities. That action has permitted us to bring up stronger legislation to prevent such situations. We have also worked with other local actors on illegal peach in the ocean and we have discovered up to ten illegal licenses of peach which

were popular in those days and we help annulate them. We have also permitted local fishermen to take control of the space and to be set free of the domination of big industries.

In Cameroon we can talk about our campaign in 2015 against Heraclès Farm which was an american enterprise which was planning to destroy more than 60000 hectares of forest in the South West region. Greenpeace helped to think again about that project because it was going to take place in deep forest and the consequences on local communities, on nature, on biodiversity would have been terrible. Indeed, we help to reduce the superfcy from 60000 to less than 20000

As we know, Greenpeace is a non-governmental organization known globally. That means that we have a vision and a scope that guides our action. As an environmental organization, we work for the protection of forests and not only trees.

hectares and that is a great achievement regarding the context in Cameroon. Recently, we have worked with other partners, the Banen communities who stood up and said no to the exploitation of

wood in Ebo forest rich in biodiversity and communities who consider that forest as their traditional property. They asked for help and we responded present, ready to help them with a giant campaign so that the international community could hear about them. As a result, the project of industrial exploitation of wood in that area has been suspended. It is a victory but the fight is still going on because we have

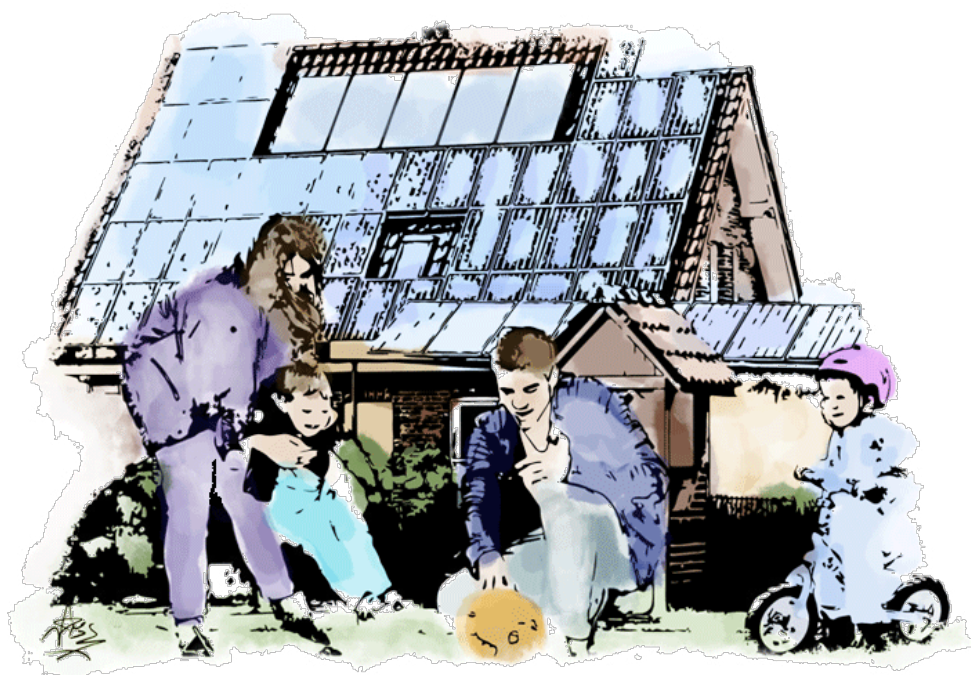
not yet obtained the complete annulation. But it is already great and we think that if the Banen communities continue to stand for their forest, they will obtain the complete annulation.

What are the biggest difficulties of Greenpeace nowadays?

I can talk about the most recent one which is COVID-19 from 2020 till the beginning of 2021. Indeed, we are an organization which works with local populations and for that we need to be present in forests to know what is going on and to know how we can help those communities. But with COVID-19, contact and moves were limited and the community did not have access to internet connexion and electricity so it was a great challenge which disturbed our work. Greenpeace says out loud what others organisations say quietly and attacks big interests and multinationals. And it is not always easy regarding the context in countries of Congo Basin and specifically in Cameroon. People who are concerned with our actions are not always gentle and sometimes, they use rude ways to express their anger. The highest problem is that our government authorities have their personal interests in those investments and operations which pollute and destroy forests within their communities.

***Interview performed by
Nyamsi Clouthe Cedric Junior***

Journée mondiale de l'Habitat



Par sa résolution A/RES/40/202, du 17 décembre 1985, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de faire du premier lundi d'octobre de chaque année la Journée mondiale de l'habitat. Cette Journée met l'accent sur le droit fondamental de tous à un logement adéquat et rappelle également à la communauté internationale sa responsabilité collective dans l'avenir de l'habitat humain.

Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone

Aujourd'hui, les villes représentent environ **75% de la consommation mondiale d'énergie** et sont responsables de plus de 70% des émissions mondiales de gaz à effet de

serre. La façon dont les villes sont planifiées, construites et gérées est essentielle pour réduire les émissions de carbone et maintenir le réchauffement climatique dans les limites fixées par l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. Ceci est d'autant plus important que les villes et les villages devraient ajouter **2,5 milliards de personnes supplémentaires** au cours des 30 prochaines années, selon le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, portant la proportion de personnes dans les zones urbaines de 55 % aujourd'hui, à **près de 70 % en 2050**.

Conformément au thème de la Journée mondiale de l'habitat, ONU-HABITAT appelle les villes à accélérer l'action climatique ur-

baine et en particulier :

- Dans la perspective de la COP26, l'événement invite les villes à se joindre à la campagne mondiale « Race to zero », afin de partager leurs solutions.
- Dans l'offre une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités des villes dans la planification et la mise en œuvre d'actions ciblées sur le climat, notamment la planification de villes plus compactes et piétonnes, un soutien pour l'amélioration des codes nationaux du bâtiment, des pratiques de construction et de construction durables, l'amélioration des transports publics et non motorisés, l'introduction de la mobilité électrique, promouvoir la production d'énergie propre dans les villes et améliorer la gestion des déchets et l'approvisionnement en eau et en assainissement.
- Dans l'offre un soutien pour développer des services de base/des projets d'infrastructure et des logements sociaux pour attirer des financements multilatéraux et autres - y compris des investissements climatiques pour reconstruire mieux et plus écologiquement avec une « reprise juste et verte ».
- Dans l'offre un soutien dans la



4 Octobre 2021

Journée mondiale de l'habitat

Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone

conduite d'Avis locaux volontaires qui évalue les progrès par rapport aux objectifs de développement durable et aux objectifs de l'Accord de Paris et présente les conclusions dans des forums tels que l'examen de haut niveau du nouvel agenda urbain, prévu pour début 2022.

- En Facilitant, l'échange des leçons apprises et des meilleures pratiques entre les villes.
- Et en rejoignant le programme d'ONU-Habitat Waste Wise Cities qui vise à atteindre « Mille et une villes propres en matière de déchets » en vue du Forum Urbain Mondial à Katowice, en Pologne.

Contexte

Un logement convenable pour tous

Une grande partie des êtres humains, en particulier dans les pays en développement, n'ont ni toit, ni installations sanitaires.

Le bien-être physique, psychologique, social et économique d'un individu dépend de ses conditions de vie dans un logement salubre et en sûreté, où il peut bénéficier des services essentiels. Faire en sorte que ces conditions soient remplies devrait être l'un des axes fondamentaux des actions qui doivent impérativement être entreprises en faveur de celles et ceux qui ne vivent pas dans des conditions décentes. Assurer un logement convenable à tous, en particulier aux plus vulnérables, dans les villes et les campagnes est impératif.

Une urbanisation croissante

De nombreux centres urbains voient leur population augmenter rapidement et de façon largement incontrôlée, ce qui provoque un rapide processus d'urbanisation. Cette croissance a principalement lieu dans les pays en développement et s'articule essentiellement autour de quartiers d'habitats informels ou de bidonvilles. Par conséquent, les zones urbaines

qui se développent le plus vite sont précisément les zones les moins armées pour faire face au changement climatique. Ces régions sont par ailleurs souvent extrêmement fragilisées en termes de gouvernance, d'infrastructures ou de justice sociale et économique.

Habitat et développement durable

L'habitat est au cœur de l'objectif 11 des 17 objectifs de développement durable adoptés lors du Sommet mondial sur le développement durable. Il a pour but d'assurer, d'ici à 2030, l'accès de tous à un logement et à des services de base adéquats à un coût abordable. Il vise également à améliorer les systèmes de transport et la sécurité routière. De plus, il entend promouvoir, d'ici à 2020, les habitats qui favorisent l'insertion de tous, l'utilisation rationnelle des ressources, l'adaptation aux effets des changements climatiques, leur atténuation et la résilience face aux catastrophes.

CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'HABITAT AU CAMEROUN

Le Cameroun célèbre la 35e édition de la journée internationale de l'habitat



Point de presse de **lancement de la Semaine de l'Habitat** qui culminera avec le **04 octobre 2021** avec la **Célébration de la Journée mondiale de l'Habitat** que le **Cameroun** aura l'honneur d'abriter cette année



Le pays a été retenu comme pays organisateur de cette journée. Ce 4 octobre marque donc l'apothéose d'une semaine prévue en prélude à cet événement. Pour ce faire, plusieurs articulations dont la remise du prix de la ville la plus propre du Cameroun, ont ponctué cette journée.

Comme à l'accoutumée chaque 4 octobre se célèbre la journée mondiale de l'habitat. Pour cette édition 2021, c'est le Cameroun en collaboration avec l'ONU-Habitat qui reçoit cette célébration placée sous le thème «*Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone*». Cette décision fait suite à la signature d'un accord virtuelle entre la ministre camerounaise de l'Habitat et du Développement Urbain (MINH DU), Célestine Ketcha-Courtès, et la Secrétaire générale adjointe des Nations unies et Directrice exécutive de l'ONU-Habitat, Maimunah Mohd Sharif, le 31 août 2021. La célébration qui a lieu dans la capitale politique Yaoundé, se tient sous format hybride (en présentiel et en ligne).

Visite du site d'Olembé (Yaoundé) du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux, effectuée par **Madame Célestine COURTES KETCHA**, Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain ; **Madame Maimunah Sharif**, Directrice Exécutive d'ONU Habitat en présence des Directeurs Généraux de la SIC (Société immobilière du Cameroun) et de la MAETUR, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Habitat 2021



La Directrice exécutive d'ONU HABITAT, **Madame Maimunah Sharif**, visite la ville de Yaoundé, avec un point d'arrêt au nouveau Monument de l'Unité et dans un quartier précaire de la ville.





Exploitation minière illicite par les entreprises chinoises : la pollution des rivières expose les populations de Mwenga à un danger permanent



Des entreprises chinoises exploitant les mines dans la province du Sud-Kivu, particulièrement dans le territoire de Mwenga, sont accusées de polluer les rivières, exposant les populations de ce coin à un danger permanent.

Au moins trois grandes rivières qui traversent le territoire de Mwenga dans cette province, présentent un danger pour la population locale. Cela fait suite à l'exploitation illicite, illégale et frauduleuse des minerais dans cette partie du pays par certaines entreprises chinoises. Cette situation inquiète les organisations et acteurs socio-politiques du pays, en l'occurrence le président du

cadre de concertation provincial de la société civile du Sud-Kivu, Zozo Sakali, qui affirme qu'à ce jour, les populations de plusieurs chefferies de Mwenga (Wamuzimu, Lwindi et la ville de Kamituga), sont exposées à différents types de maladies suite à la pollution des rivières Zalya, Kibe et Elila qui traversent leurs entités.

Après une mission effectuée dans la zone avec une délégation de la Police de la mission des Nations unies au Congo (MONUSCO), Zozo Sakali dénonce une situation catastrophique à laquelle fait face la population de Mwenga dont les champs sont dévastés par les expatriés chinois, au-delà des intimidations et des arresta-

tions arbitraires.

« À ce jour à Mwenga, on constate la dégradation de l'environnement suite à la pollution des rivières Kibe, Zalya et Elila, l'abattage désordonné des arbres, mais aussi la militarisation des sites miniers à la base des arrestations arbitraires, des menaces et intimidations », fait-il savoir, avant d'inviter les autorités à tous les niveaux, de s'investir pour faire respecter les textes et lois du pays en ce qui concerne l'exploitation des minerais en RDC et spécialement à cette épineuse question de Mwenga, qui est loin de trouver solution.

Nathalie DEMBASUKA SOLO,
Correspondant Planète Verte Infos en
République Démocratique du Congo



République Démocratique du Congo (RDC)

COP 26 : Tshisekedi promet la contribution effective de la RDC pour la lutte contre le changement climatique



Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République

En prévision de la COP 26 qui se tiendra à Glasgow en novembre prochain, le Président de la République a rappelé le rôle central de la RDC dans la lutte contre le changement climatique et la transition énergétique.

Selon lui, ces assises sont une opportunité exceptionnelle pour la RDC, l'un de ceux qui proposent des solutions à la problématique de réchauffement climatique de la planète, de mettre en exergue ses ressources et de négocier les compensations y relatives.

« *La Transition Énergétique est inscrite comme l'un des thèmes principaux qui va façonner les futurs enjeux socio-économiques mondiaux dans les filières industrielles notamment du secteur de l'énergie, de la Construction automobile, et de*

la production minière. L'objectif de la transition énergétique, à l'horizon 2035, vise une diminution drastique de la consommation des énergies fossiles en faveur d'autres sources énergétiques moins polluantes et plus accommodantes pour l'environnement », rapporte le compte rendu du conseil des ministres du vendredi 17 septembre. A l'aube d'une nouvelle révolution industrielle qui sera soutenue en grande partie par les réserves en minerais tels que le cobalt, le lithium, le niobium dont le pays regorge suffisamment pour changer le monde moderne, le débat autour de la transition énergétique devrait être lancé en RDC afin d'orienter l'action gouvernementale vers l'accompagnement et la stimulation d'une économie

autre que les filières industrielles traditionnelles opérant dans notre pays.

Ainsi, le Président de la République a invité la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Environnement et Développement Durable, le Ministre d'Etat, Ministre du Plan, le Ministre de l'Industrie, celui des Ressources Hydrauliques et Electricité et celle des Mines d'instruire les Administrations et structures sous leurs tutelles à réfléchir sur ces enjeux du futur et de proposer progressivement de nouvelles approches de gestion et politiques publiques qui permettront à la RDC d'être l'un des acteurs stratégiques de cette future révolution industrielle.

Nathalie DEMBASUKA SOLO,
Correspondant Planète Verte Infos en République
Démocratique du Congo



WACA ResIP: les acteurs de la société civile impliqués



Un atelier de sensibilisation des organisations de la société civile (OSC) sur le projet WACA ResIP a débuté ce 06 septembre 2021 à Lomé et va durer deux (02) jours. Cette initiative est l'œuvre du gouvernement à travers le ministère de l'environnement et des ressources forestière (MERF) qui pilote ledit projet. Cette rencontre vise à sensibiliser plusieurs acteurs de la société civile de la zone du projet afin de leur permettre d'être mieux informés et

d'accompagner sa mise en œuvre.

Le principal objectif de cet atelier est d'entretenir les OSC sur les interventions de WACA et de les emmener à mieux s'impliquer dans le projet. Aussi, ces organisations seront informées de l'état des lieux du projet WACA ResIP et les mesures de sauvegarde environnementales et sociales existantes. Cette initiative va permettre aux organisations invitées d'acquérir plus de connaissances sur le projet.

Le lancement du projet WACA ResIP, s'explique du fait que les communautés établies sur le littoral ont été rendues vulnérables à cause des inondations et l'érosion côtière. Le projet a donc été mis en place pour apporter une réponse durable surtout au problème d'érosion côtière. « **Pour la réussite du projet, il faut l'adhésion de l'ensemble des acteurs y compris ceux de la société civile qui sont incontournables sur le terrain. Voici pourquoi**

on a souhaité échanger et partager le maximum d'informations avec les OSC », a expliqué Dr. **ADOU RAHIM ALIMI Assimiou**, Coordonnateur National du projet.

Il a poursuivi en affirmant que les organisations ciblées par cet atelier jouent deux (02) rôles à savoir celui du suivi et la pérennisation ou la durabilisation des actions menées dans le cadre du projet. « **Ce que nous attendons de cette rencontre de sensibilisation, c'est une occasion de voir à nos côtés, les organisations de la société civile qui seront mobilisées à nos côtés pour nous accompagner et passer la communication autour de nos projets... C'est une occasion importante pour nous et pour nos bénéficiaires et pour l'ensemble des préfec-**



tures qui vont bénéficier de la réalisation de ces sous-projets », a laissé entendre une participante, Mme **BOKO Afi Edith** de l'ONG APFUD-TOGO.

Outre ces acteurs invités, il faut préciser la présence à cette cérémonie d'ouverture d'atelier,

du Secrétaire Général de la préfecture d'Agoè-Nyivé, M. **KAZANDOU Essohanam**. Cet atelier prend fin ce 07 septembre 2021.

Djamiou ABOUDOU
Correspondant Planète Verte Infos en
République du Togo



SOLAR BACK TO SCHOOL

À partir de **15 000 FCFA**, offrez-vous un **Kit solaire** et permettez à vos enfants d'étudier en toute sérénité!



Direction Générale
Tél.: +237 242 74 44 08

Agence du Centre
Tél.: +237 674 23 96 82

Agence du Nord
Tél.: +237 691 32 42 85

Site web :
www.bercotech.net

Egypte : la capacité d'énergie renouvelable pourrait atteindre 13,7 GW d'ici 2030



L'Egypte ambitionne de faire passer la part des énergies renouvelables dans la production totale de 20 % en 2022 à 42 % en 2035 dans le cadre de sa stratégie intégrée pour l'énergie durable (ISES).

La capacité d'énergie renouvelable en Egypte passera de 3,51 GW en 2020 à 13,7 GW en 2030, avec un taux de croissance annuel composé de 14,6 %, selon un nouveau rapport de GlobalData. Cette progression sera portée par l'énergie solaire photovoltaïque et l'énergie éolienne qui domineront le marché des énergies renouvelables dans cette décennie.

Intitulé « Egypt Power Market Outlook to 2030, Update 2021 - Market Trends, Regulations, and Competitive Landscape », le rapport évalue le marché égyptien

de l'électricité et estime sa croissance d'ici à 2030. Selon GlobalData, la capacité solaire photovoltaïque cumulée devrait passer de 2,02 GW en 2020 à 7,71 GW en 2030. Sur la même période, la capacité éolienne terrestre cumulée devrait passer de 1,39 GW à 5,64 GW.

L'Egypte dispose d'un important potentiel d'énergie éolienne, notamment dans la région du golfe de Suez, avec une vitesse de vent stable d'environ 8-10 m/s. Les régions situées à l'est et à l'ouest du Nil, dans les gouvernorats de Beni Suef et l'oasis d'El Kharga, présentent également des vitesses de vent comprises entre 5 m/s et 8 m/s, qui conviennent à la production d'électricité. Concernant l'énergie solaire, l'Egypte dispose d'un fort potentiel avec un enso-

leillement moyen de 2 800 à 3 200 heures par an et une irradiation solaire de 1970 à 3200 kWh/m² par an.

Grâce aux tarifs de rachat (FIT), au programme Sun Initiative et au programme d'électrification rurale, le pays pourrait accélérer le développement des énergies renouvelables. Il avait fixé pour objectif de développer 10 GW supplémentaires de projets solaires et éoliens d'ici 2022. Le pays prévoit notamment de collaborer avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis pour améliorer son secteur de l'électricité.

Source : Agence Ecofin

■ GESTION PUBLIQUE

Afrique du Sud : Eskom lance un programme d'énergie renouvelable en faveur des entreprises



En Afrique du Sud, l'inclusion des énergies renouvelables dans le mix devient de plus en plus une priorité, aussi bien pour le secteur privé que pour les entreprises publiques. L'Eskom met d'ailleurs à la disposition des entreprises, une formule d'intégration du renouvelable dans leur mix.

Eskom a lancé le programme pilote Renewable Energy Tariff pour aider les entreprises à respecter leurs engagements en matière d'énergie renouvelable. Le programme permettra aux entreprises d'utiliser les sources d'énergies renouvelables d'Eskom pour obtenir jusqu'à 100 % de leur électricité. Dans le cadre de ce projet, Eskom utilisera l'électricité fournie par le parc éolien de Sere.

«Le programme donne aux

clients un mécanisme pour réaliser leurs engagements en matière d'énergie renouvelable en achetant cette énergie à Eskom, sans l'investissement initial en capital que représente le fait de devoir posséder un générateur d'énergie renouvelable ou de conclure des accords d'achat d'électricité à long terme», indique Eskom dans un communiqué. Selon la compagnie d'électricité sud-africaine, le programme permettra aux clients de disposer d'un approvisionnement en énergie renouvelable 24 heures sur 24 pour leurs installations.

Au cours du programme pilote, Eskom offrira un maximum de 300 GWh par an aux clients qu'elle approvisionne directement. En outre, les entreprises participantes auront la possibilité de choisir un pourcentage de leur consommation actuelle d'électricité qui sera vert et plus un client achètera d'énergie verte en pourcentage de sa consommation totale, plus le tarif sera bas.

Les entreprises intéressées par le programme signeront un contrat avec Eskom en fonction de la quantité d'électricité qu'elles consomment. «A la fin de 12 mois consécutifs, Eskom évaluera la quantité d'énergie renouvelable en kilowattheures consommée par rapport au pourcentage contracté et si la quantité réelle est inférieure à celle contractée, Eskom ajustera le tarif de l'énergie renouvelable en fonction du pourcentage réel.», a déclaré Eskom.

Selon Monde Bala, directeur du groupe Eskom pour la distribution, le programme offre aux entreprises la possibilité de faire des économies sur leur consommation d'électricité. Le programme pilote durera deux ans, jusqu'à la fin du mois de mars 2023.

Source : Agence Ecofin



■ ELECTRICITÉ

Energies renouvelables : le Gabon veut adopter une fiscalité verte



Niché dans le bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète, le Gabon mise sur un modèle de développement sobre en carbone. Conformément à cet objectif, le pays essentiellement forestier ajuste sa stratégie de gouvernance.

Selon le Document de cadrage macroéconomique et budgétaire 2022-2024 du Gabon, le gouvernement a en projet de mettre en place un cadre de fiscalité verte, en rapport avec les énergies renouvelables.

Ainsi, la stratégie adoptée par le gouvernement se décline au sein du Cadre national de financement intégré (CNFI). Les actions à y mettre en œuvre sont, entre autres : « *analyse des finances publiques (fiscalité et dépenses) en lien avec l'économie verte ; identification d'options pour renforcer les liens entre les prélèvements verts (déjà en place et futurs) et l'utilisation des impôts "verts" ; dialogue autour des propositions de réformes nécessaires pour la mise en place d'un cadre de fiscalité verte ; mesures incitatives pour les investissements destinés à atténuer les émissions de gaz à effet de serre ou à réduire la consommation d'énergie ; taxes sur les émissions de CO2 et sur l'utilisation de technologies grandes consommatrices d'énergie* ».

La budgétisation verte, explique le

Document consulté par Le Nouveau Gabon prend tout son sens dans la mesure où elle permettra de consolider les bases d'un développement durable. Car, les engagements environnementaux préexistants des décideurs politiques comprennent une réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 et la préservation de 98 % des forêts tropicales gabonaises.

Selon l'administration fiscale, la fiscalité verte, ou écologique (ou écofiscalité) vise à taxer les activités et produits polluants pour inciter à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Ce sera une source de revenus supplémentaires pour le Trésor public, et en même temps un moyen de décourager la pollution des industries lourdes et polluantes.

Source : Agence Ecofin

■ SOLAIRE

Niger : lancement de l'appel d'offres pour la construction de la centrale solaire de Gourou Banda (50 MW)

Le Niger ambitionne d'accroître sa capacité installée qui est actuellement de 284 MW et de produire 30 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2035. Il a ainsi intégré le programme Scaling Solar pour accélérer ce processus.

Le gouvernement nigérien a lancé un appel d'offres pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque près de la capitale Niamey. Il s'agit d'un

processus de préqualification qui permettra de sélectionner un producteur indépendant d'électricité pour la mise en œuvre du projet de construire une centrale solaire de 50 MW sur le plateau de Gourou Banda.

L'entreprise choisie aura à concevoir, financer, construire, installer et mettre en service l'infrastructure qui sera installée dans le cadre du programme Scaling Solar du Groupe de la Banque mondiale.

Les IPP intéressés ont jusqu'au 22 novembre 2021 pour soumettre leurs offres.

Le Niger a rejoint le programme Scaling Solar de la Société Financière Internationale en juin 2021. L'objectif du programme est d'encourager les entreprises privées à investir dans le solaire. Le programme devrait assurer une mise en œuvre rapide des projets électriques par le biais de partenariats public-privé.

■ ÉOLIEN

Maroc : GE Renewable Energy ajoutera 200 MW au parc éolien d'Aftissat

Au Maroc, le gouvernement a fait des énergies renouvelables, l'un des piliers de sa politique économique. Pour atteindre cet objectif, le pays met en place de nouvelles capacités, mais étend également celles déjà construites.

GE Renewable Energy augmentera de 200 MW la capacité du parc éolien d'Aftissat au Maroc. Il a obtenu le contrat auprès d'Energie éolienne du Maroc (EEM), la filiale du groupe marocain Navera. L'entreprise déploiera sa technologie Cypress et

installera 40 éoliennes terrestres d'une capacité de 5 MW.

Le projet d'extension portera la capacité de la centrale à 401,6 MW. Elle deviendra ainsi le plus grand parc éolien du Maroc. GE Renewable Energy devrait mettre en service les nouvelles turbines d'ici 2023 et les exploiter pendant 20 ans. L'extension de la centrale augmentera également la capacité installée de Navera. L'entreprise dispose actuellement d'une capacité éolienne installée de 1 650 MW.

Le parc éolien d'Aftissat est situé à 50 km au sud de la ville de Boujdour,



dans le sud du Maroc. Il est actuellement équipé de 56 turbines Siemens d'une capacité de 3,6 MW chacune, pour une capacité totale de 201,6 MW. La centrale est entrée en exploitation commerciale en octobre 2018. L'électricité produite par l'installation est commercialisée auprès de clients industriels.

Source : Agence Ecofin

■ OFF-GRID

NOA et Winch Energy démarrent les travaux de construction de 49 mini-réseaux en Ouganda et en Sierra Leone

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la majorité des zones rurales sont privées d'électricité en raison de leur éloignement par rapport aux réseaux électriques. Plusieurs compagnies d'énergie décentralisée, dont NEEOT Offgrid Africa proposent d'apporter l'énergie à ces populations.

NEEOT Offgrid Africa (NOA) et Winch Energy Limited ont entamé la mise en œuvre de leur projet de 16 millions \$ relatif à l'installation de mini-réseaux électriques en Ouganda et en Sierra Leone. Le projet permettra d'équiper 49 villages de solutions solaires hors réseau et contrôlables à distance grâce à l'installation d'unités d'alimentation à distance (RPU).

Ces unités fourniront de l'électricité à près de 60 000 personnes dans les deux pays. La phase de construction a déjà commencé avec l'envoi en Ouganda des

unités de production d'électricité pour les 13 premiers villages. Vingt-cinq RPU seront déployées en Ouganda avant la fin de l'année. Douze autres unités de production d'électricité sont déjà opérationnelles en Sierra Leone, fournissant aux clients une énergie propre. Les sites ougandais devraient être opérationnels au début de 2022, tandis que les 24 sites prévus en Sierra Leone le seront au deuxième trimestre 2022.

Les RPU seront conçues et fabriquées par Winch Energy dans son usine d'assemblage en Sicile, en Italie. La deuxième phase de l'initiative consistera à déployer 6 000 batteries portables dans les villages bénéficiaires pour desservir les personnes vivant trop loin de l'unité d'alimentation.

Winch Energy, dont NOA est le principal actionnaire, est la nouvelle plateforme d'investissement pour ces projets. FMO, la banque

néerlandaise de développement entrepreneurial, a arrangé une facilité syndiquée qui lui a permis de prêter à Winch Energy une première tranche d'environ 4 millions \$ pour le portefeuille de mini-réseaux en Ouganda et en Sierra Leone.

La Renewable Energy Performance Platform (REPP) a également participé à ce financement. « Cette première tranche représente le début de notre programme d'investissement avec notre partenaire NOA et des investissements supplémentaires suivront bientôt en Sierra Leone et en Ouganda », a déclaré Nicholas Wrigley, PDG de Winch Energy. La deuxième tranche, d'un montant maximal de 6 millions \$, financera des projets qui permettront à l'entreprise d'étendre ses activités en Sierra Leone, en Ouganda et dans d'autres pays. La société prévoit d'étendre ce projet au Nigeria et à l'Éthiopie d'ici 2022.

Condensé de l'actualité sur les énergies renouvelables à travers le monde recueilli par YOUNI FOGAING Ulrich Patrick,

GRANDE PROMOTION



BATTERIES GEL VRLA Série DG de la marque RITAR distribuées par BERCOTECH

Tension : 12 V

Capacités disponibles (C10): 100Ah, 150Ah et 200Ah.



La série DG (Deep Cycle GEL) est une batterie **GEL pure** avec une durée de vie de conception flottante de 8 à 12 ans, elle est idéale pour les applications de veille ou de décharge cyclique fréquente dans des **environnements extrêmes**.

En utilisant des grilles solides, du plomb de **haute pureté** et un **électrolyte gel breveté**, la **série DG** offre excellente récupération après une décharge profonde sous une utilisation fréquente de décharge cyclique, et peut fournir :

500 cycles à 100% DOD,
800 Cycles à 80% DOD et
1500 Cycles à 50% DOD.



Ces Batteries Conviennent pour l'énergie solaire et éolienne, UPS, systèmes de télécommunications, systèmes d'alimentation électrique, systèmes de contrôle, voitures de golf, etc.

Garantie : 18 Mois

DISPONIBLES DANSTOUTES LES AGENCES BERCOTECH

Direction Générale : BPI 2273 Yaoundé Tel: 242 74 44 08

E-mail : bercotech@bercotech.net Site Web: www.bercotech.net

Agences : **Yaoundé** Tel: 674 23 96 82 / **Garoua** Tel : 691 32 42 85 / **Maroua** Tel : 655 85 69 28

BERCOTECH

PL@NÈTE VERTE INFOS

L'Afrique pour une planète verte

« Magazine Panafricain d'informations sur les énergies renouvelables, l'écologie, l'environnement, l'eau, et le développement et habitat durable »



Sur **ekiosque** et **@BIDJ@N.NET**



Lisez dorénavant votre **magazine Planète Verte Infos** en toute simplicité et à moindre coût, partout et à tout moment sur votre Smartphone et tablette via App Store et Play Store ; et sur votre ordinateur sur le portail **www.ekiosque.cm** et **www.abidjan.net**